

le catalyseur



Le nouvel optimisme

Ramon Melgarejo - Président de Dow en France

ÉDITORIAL

Restaurer la compétitivité des industries manufacturières.

Améliorer le bien-être, la sécurité au travail et la protection de l'environnement pour un développement durable.

Favoriser les échanges sur les aspects de sécurité sociétale et préparer les situations d'urgence et de crise.

Telles sont les préoccupations exprimées avec force dans la présente édition du Catalyseur et que vous êtes nombreux à partager, en particulier à l'occasion de cette rentrée, marquée par une morosité ambiante liée aux incertitudes de la situation financière et aux réponses attendues pour y faire face.

L'UIC Ile-de-France, sa Fédération et leurs équipes restent fortement engagées et mobilisées pour soutenir et défendre vos intérêts dans la région francilienne, en France et en Europe. Intérêts qui appellent au redressement économique, au rétablissement des comptes publics, à la sauvegarde et au développement de l'emploi.

Le mal français est parfaitement connu : trop de charges sur les entreprises, trop de réglementations...

Les voies d'améliorations aussi !

Ainsi sur la question de la réglementation, la « flex sécurité » évoquée ça et là, mérite d'être regardée avec attention à condition, bien entendu, qu'elle apporte aux entreprises une réelle flexibilité en période de crise et la sécurité pour tous en période faste.

Ramon Melgarejo, Président de DOW en France nous invite au « nouvel optimisme », nous nous y associons bien volontiers et avec détermination !

**Gilles le Maire
Délégué Général
UIC Ile-de-France**

Dow Chemical est un leader mondial de la chimie et des technologies de pointe. Le groupe, dont le siège en France se situe à La Plaine Saint-Denis, compte aujourd'hui neuf sites sur le territoire, dont cinq sites de production et un centre de R&D et de support technique.

L'industrie manufacturière a longtemps été considérée à tort comme le parent pauvre des industries de haute technologie. Les faits montrent aujourd'hui que la compétitivité européenne passe également par la vigueur de ses industries de transformation. Et dans ce domaine, aucun secteur n'est plus vital que celui de la chimie. Ce sont les applications de ses innombrables solutions qui facilitent chaque jour l'évolution de la plupart des hautes technologies.

Dans le domaine de l'énergie, les pales d'éoliennes dépasseront bientôt les 80 m, contre 30 à 40 m aujourd'hui, grâce aux nouveaux matériaux tels que les systèmes époxy AIRSTONE™ qui présentent, à résistance égale, un poids inférieur à celui des composites conventionnels.

Pour le raccordement souterrain - ou sous-marin, dans le cas des parcs éoliens offshore - des matériaux d'isolation pour les câbles de haute performance,

tels que DOW ENDURANCE™, permettent de développer des réseaux intelligents, où les systèmes de batteries au Lithium-ion de DOW KOKAM™ apportent des solutions de stockage indispensables au développement des énergies renouvelables.

Dans le secteur de la construction, les solutions d'isolation, adhésifs et mastics d'étanchéité permettent d'augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments, notamment les mousses de polystyrène ou de polyuréthanes.

Les solutions de la chimie participent aussi à satisfaire des besoins de transport croissants. Chez Dow, les technologies de marquage routier à l'eau FASTRACK™ permettent une application toujours plus aisée et un séchage plus rapide, tout en limitant les émissions de composés organiques volatils. Dans le même temps, les élastomères polyuréthanes réduisent les vibrations pour les passagers et les riverains des transports ferroviaires, et les filtres à particules réduisent les émissions polluantes des moteurs diesel. La chimie joue un rôle critique en contribuant à relever chacun de ces défis.

Autre défi d'envergure, on estime que d'ici 2015, les deux

tiers de la population mondiale vivront dans des régions souffrant d'un manque d'eau potable. Là encore, la chimie apporte les technologies qui permettront de relever le défi, notamment les membranes pour systèmes d'osmose inverse et de nanofiltration et les résines échangeuses d'ions permettent de purifier les liquides afin de produire suffisamment d'eau potable pour les besoins industriels et domestiques d'une population croissante, aux besoins croissants.

« Faire face aux besoins en énergies et infrastructures d'aujourd'hui »

Alors que notre continent fait face à une période de transformation sans précédent, les industries manufacturières sont au centre des attentes de la société. Il est essentiel de restaurer leur compétitivité en France et en Europe, grâce à une vision de long terme et à des politiques publiques cohérentes et stables au service de solutions pratiques tangibles.

Une certaine idée du progrès

Depuis toujours l'échange et le partage ont permis aux différentes civilisations de stimuler les idées, les connaissances et ainsi se dépasser pour plus de progrès.

La volonté d'améliorer le bien-être, la sécurité au travail et la protection de l'environnement peut également être catalysée par l'échange des visions et des pratiques que favorisent les normes ISO14001 et l'OHSAS18001 relatives à l'environnement et à la santé/sécurité (EHS).

Nous souhaitons ainsi dans ces quelques lignes partager le travail des équipes du Campus de Chevilly-Larue (94) du Groupe L'OREAL engagées depuis plusieurs années sur le terrain de l'amélioration EHS.

Une science responsable

Le site, avec ses 800 collaborateurs, accueille sur un parc arboré et fleuri de 5 hectares une partie des activités de recherche appliquée et de développement des métiers cosmétiques (soins de la peau, hygiène, solaires, parfum et maquillage).

En s'appuyant sur l'impulsion donnée par le Groupe, le site a construit au fil des ans une démarche RSE multi-métiers qui permet de mettre en pratique l'idée d'une « science responsable ».

La réglementation depuis très longtemps donne un cadre et des règles relatives à la santé, la sécurité et la protection de l'environnement.

En complément, les normes EHS permettent d'avoir des approches structurées et structurantes qui constituent une sorte de ciment entre toutes les briques et permettent d'assurer la cohérence et au final l'efficacité.

C'est également l'opportunité pour chacun de s'approprier les notions de politique et d'enga-

gement, de formation, d'audit interne, de revue de direction et de comprendre leurs interactions pour que chaque action à tout niveau soit utile et contribue aux objectifs communs.

« Une théorie sans pratique est stérile et une pratique sans théorie est aveugle »

Là encore l'application d'une norme sur le terrain au quotidien doit viser la simplicité.

Ce ciment permet de favoriser et mettre en valeur des pépites que sont la motivation et les initiatives des équipes.

Les actions d'améliorations

On peut, ainsi, illustrer les actions d'améliorations réalisées par les collaborateurs :

- Un puits canadien ou provençal réchauffant ou refroidissant l'air : A partir d'un réseau de 500 mètres linéaires enterré entre 2 et 3 mètres, un débit d'air neuf de 11 000 m³ est pré tempéré avant de renouveler l'air de certains laboratoires. Le puits apporte un complément thermique 27 semaines par an, en haute et basse saison. Une période de six semaines de « free cooling » ne nécessite aucun apport énergétique.

- La Géothermie : Issu d'un puits situé à Chevilly-Larue et géré par la SEMHACH depuis 1985, un réseau de distribution alimente trois communes avoisinantes en eau chaude de chauffage à 75°C.

Un échangeur thermique de 2 mégawatts installé dans le sous-sol réchauffe un circuit interne qui fournit les calories nécessaires pour le renouvellement d'air neuf à débit variable

La régulation des ventilo-convecteurs affine le chauffage de

l'atmosphère des locaux à la demande.

- Des idées « Bio » : Fleurissement en godet 100 % biodégradable en fibre végétale, recyclage de tous les déchets verts, tonte des pelouses avec un système recycleur, lutte contre les pucerons par lâcher de coccinelles, création de prairies et d'espaces naturels permettant de réduire l'arrosage et de limiter l'entretien, récupération des terres végétales et stockage temporaire lors des travaux d'excavation des chantiers en cours supprimant les mouvements routiers, ramassage des feuilles et épandage dans les bosquets pour favoriser la décomposition et produire un compost naturel...

- Des panneaux photovoltaïques de 120 m² produisant 14 000 kWh/an.

- Un laboratoire de maquillage conçu en 2006 suivant la norme HQE (Haute Qualité Environnementale). Un projet en cours d'un nouveau laboratoire suit ces mêmes règles HQE.

Petites ou grandes, toutes ces actions de qualité contribuent à l'efficacité collective. Les équipes sont fières du chemin parcouru et conscientes du chemin encore à parcourir.

Selon un proverbe chinois : « au fur et à mesure que l'on marche, l'horizon recule », ce qui nous laisse une marge de progrès importante.

La certification donne ainsi un cadre dynamique à la volonté d'amélioration. C'est un creuset pour sublimer la réflexion et l'action.

Raoul Textoris
Directeur EHS services
Groupe L'OREAL

**Abonnez vous
au Catalyseur en ligne
sur le site www.uic-idf.fr**

Repères

Les fondamentaux

En 1983, le premier ministre Norvégien, Madame Gro Harlem Brundtland, fut mandatée par l'ONU pour prendre la présidence de la commission mondiale sur l'environnement et le développement.

En 1987, la commission Brundtland publie le rapport « *Notre avenir à tous* ». Même si le terme développement durable existe depuis quelques années, le rapport Brundtland est un des actes fondateurs du concept.

Le développement durable permet aux générations actuelles de subvenir à leurs besoins, sans compromettre la capacité des générations futures à subvenir aux leurs. Il est basé sur une équation difficile intégrant le respect de l'environnement, l'équité sociale, et le développement économique.

Pour qu'il soit durable, il doit s'appuyer sur trois piliers :

- **le pilier économique** qui soutient des objectifs de croissance et d'efficacité économique ;
- **le pilier social** qui soutient la satisfaction des besoins humains dans un souci d'équité et de cohésion sociale ;
- **le pilier environnemental** qui soutient la préservation de l'environnement et de la biodiversité pour les générations actuelles et futures.

A ces trois piliers, il convient d'ajouter trois principes fondamentaux :

- **le principe de solidarité** entre les peuples et les générations. Le développement doit profiter à toutes les populations ;
- **le principe de précaution** qui donne la possibilité de revenir sur des actions lorsque leurs conséquences sont aléatoires ou imprévisibles ;
- **le principe de participation** qui associe les populations aux prises de décisions.

Contact : c.gosselin@uic-idf.fr

Anticiper les besoins de compétences

La première édition du Village de la chimie, des Sciences de la Nature et de la Vie, en 2004 avait pour objectif de répondre :

- à une certaine désaffection des jeunes pour les métiers scientifiques et en particulier la Physique et la Chimie,
- aux remplacements des départs en retraite massifs des « papy boomers » dans les années 2000-2010,
- à la création d'un lieu d'information et d'échanges avec des professionnels de l'entreprise et des professionnels de la formation.

Pour la 10^{ème} année consécutive le Village sera organisé **les 15 et 16 février 2013**. L'effort de communication sur les métiers scientifiques est plus que jamais indispensable.

Nous avons réussi à créer un réel tissu partenarial extrêmement riche entre le monde de l'entreprise avec des représentants de tous les métiers et le monde de l'éducation, responsables des 3 académies d'Ile-

de-France, DAET, DAFCO, SCIO, des Inspecteurs de la matière, des responsables pédagogiques de toutes les filières de formation du Lycée à l'Université et aux Grandes Ecoles, des parents d'élèves, des responsables familiaux.

Avec l'ensemble de la Profession...

L'action de l'UIC Ile-de-France a permis la participation au Village d'un nombre de plus en plus important d'entreprises représentatives de nos métiers, start-up, PME-PMI et tous les majors de la profession qui jouent un rôle déterminant d'information et d'anticipation dans la définition des besoins de compétences pour le futur. Il faut à partir de la classe de 3^{ème} de 3 à 12 ans pour préparer nos profils de demain. Le pari de la ré-industrialisation dans les domaines reposant sur les sciences en dépend.

La formation par alternance et plus particulièrement l'apprentissage a aussi une place prépondérante au Village. Par l'action de l'AFI24, CFA scientifique, toutes les filières de formations scientifiques professionnalisantes sont présentes et s'imposent comme des voies d'excellences pour l'insertion professionnelles.

... et la communauté scientifique

D'autres partenariats ont aussi vu le jour, avec la Société Chimique de France (SCF) qui par son implication dans les Olympiades de la Chimie donne à ce concours toutes ses lettres de noblesse. Avec UNIVERS-CIENCE, partenaire pour le concours d'affiche qui traduit l'image que les jeunes se font du rôle de la chimie aujourd'hui. Avec la Fondation de la Maison de la Chimie où nous travaillons à la création d'un site dédié à la chimie (www.mediachimie.org) et avec la participation de plus en plus

importante de scientifiques de très hauts niveaux, convaincus du rôle joué par le Village pour la valorisation des sciences.

« Nous avons besoin de vous pour continuer notre mission ! »

Que de chemin parcouru en 10 ans avec cette communauté d'hommes et de femmes qui travaillent ensemble dans un respect mutuel pour préserver, faire aimer et faire évoluer notre capital scientifique.

Nous avons donc besoin de vous tous pour continuer notre mission et apporter aux jeunes ce dont ils ont besoin pour une orientation choisie et non subie, afin qu'ils puissent s'épanouir tout au long de leur carrière professionnelle en s'appuyant sur des compétences solides et transposables à de nombreux domaines d'activité.

Gérard Roussel
Président du Village de la Chimie
Président de l'AFI24

SOCIAL

Obligations de transparence des entreprises

L'article 225 de la loi Grenelle 2 (12 juillet 2010) a introduit l'obligation d'une information extra financière en matière sociale et environnementale pour les sociétés anonymes cotées et non cotées selon des seuils définis par décret.

C'est l'objet du décret du 24 avril 2012 qui détermine les entreprises assujetties à cette obligation et la nature des informations qui doivent être communiquées.

Entreprises concernées

Il s'agit des SA et SCA qui ont l'obligation de présenter un rapport annuel du conseil d'administration dont l'effectif est de 500 salariés et qui réalisent un chiffre d'affaires de 100 millions d'euros. L'effectif et le chiffre d'affaires s'apprécient globalement lorsque les comptes sont consolidés dans les groupes de sociétés.

Calendrier retenu

- Immédiat pour les sociétés cotées ou d'un effectif de 5000 salariés et réalisant un milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel,
- 1^{er} janvier 2013 : 400 millions d'euros, 2000 salariés
- 1^{er} janvier 2014 : 100 millions d'euros, 500 salariés.

Au final sont donc retenues les grandes entreprises et les entreprises de tailles intermédiaires (ETI), à l'exclusion des PME. Celles-ci peuvent s'engager volontairement et seront incitées à se conformer par leurs clients, grandes entreprises ou collectivités publiques.

Contenu des informations

Le décret prévoit une liste d'informations générales que doivent donner toutes les entreprises et des informations spécifiques qui ne concernent

que les sociétés cotées. Ces informations sont organisées en trois chapitres : informations sociales, environnementales et engagements sociétaux sur le développement durable.

- Informations sociales : effectif, embauches, licenciement, organisation du temps de travail et du dialogue social. Ces informations recoupent celles qui doivent être portées au bilan social pour les entreprises de plus de 300 salariés.

- Informations environnementales : politique générale en matière environnementale (notamment formation et information des salariés dans ce domaine), pollution et gestion des déchets, utilisation durable des ressources, changement climatique.

- Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable : Il s'agit de la relation de l'entreprise avec ses

parties prenantes (collectivité locale, association de consommateurs, population riveraine etc.).

Les informations devront être contrôlées par un organisme tiers indépendant qui attestera de leur sincérité.

« Aller plus loin : Reporting RSE, les nouvelles dispositions légales et réglementaires, Guide méthodologique MEDEF »

Le décret constitue une étape importante en précisant les entreprises et les informations qui doivent être publiées par les entreprises en matière de RSE. On passe donc de l'incitation à l'obligation pour les grandes entreprises et les ETI, mais celles-ci obligeront leurs fournisseurs et leurs prestataires à s'y conformer par le biais de leur politique contractuelle.

Franck Verdun
Sylvie Verniole Davet
Verdun Verniole avocats

Réflexions et Actions

Le Haut Comité Français pour la Défense Civile (HCFDC), association loi 1901, a été créé en 1982.

A cette époque, en période de guerre froide, il a été porté par des personnalités comme Maurice Schumann et Pierre Billotte : partisans d'une meilleure protection des populations civiles, ils pensaient nécessaire de se doter d'une défense civile forte, en complément de l'arme nucléaire sur laquelle reposait la doctrine de dissuasion française.

Après la chute du mur de Berlin, le HCFDC a commencé à s'intéresser aux grands risques et menaces pouvant affecter la société.

Evolution

Sous l'impulsion de son ancien président Paul Girod, du vice-président Etienne Copel, et de Christian Sommade, délégué général, le HCFDC s'est imposé au fil des années comme un centre de réflexion, de formation et d'information, une plateforme d'échange sur les aspects de sécurité sociétale et de préparation aux situations d'urgence et de crise.

On peut classer les centres d'intérêt du Haut comité en deux grandes catégories :

D'une part, l'analyse et le suivi des risques et menaces majeurs qui pèsent sur les populations et les entreprises notamment :

- risques naturels et industriels,
- atteintes aux infrastructures vitales de notre société,
- terrorisme,
- agressions ou accidents de nature nucléaire, radiologique,

- biologique et chimique (NRBC),
- santé publique,
- risques sociétaux majeurs.

D'autre part, les concepts et techniques, comme :

- planification et prévention,
- protection des infrastructures critiques et vitales,
- gestion de crise,
- défense NRBC,
- organisation des secours et des soins,
- assistance aux populations,
- technologies de sécurité,
- résilience / continuité d'activité,
- retour à la situation normale.

Téléchargez le Rapport 2012 « Risques et menaces exceptionnels - Quelle préparation ? »
www.hcfdc.org

L'association exerce son action auprès des pouvoirs publics et du législateur, des collectivités territoriales, des professionnels de la sécurité, des entreprises et opérateurs privés ainsi qu'auprès des acteurs de l'urgence et du secours.

Elle met à disposition de ses membres l'intégralité de ses travaux via son site internet sécurisé.

Organisation

Les adhérents du HCFDC (une centaine d'experts et près de 70 organismes publics ou privés) sont regroupés en collèges et représentent plus de 2 000 personnes. Son budget annuel global est d'environ 1,3 million €.

Le HCFDC répond ainsi au besoin d'échanges tant politiques que techniques entre les acteurs et propose une approche concrète au travers des formations, entraînements et exercices qu'il organise régulièrement. Il est un lieu à la fois de réflexion et d'action.

Jean-René Lecerc
Président du HCFDC,
Sénateur du Nord

Brèves



Débatte des avancées en matière de prévention des risques technologiques et se tenir informé.
Rencontrer les acteurs majeurs et participer à la mise en place d'une culture du risque : Les 5^{es} Assises Nationales des Risques Technologiques se tiendront le 11 octobre à Douai.
Toutes les infos : www.assises-risques.com

Trophées « Chimie Responsable »

Le 13 novembre 2012 à 15 h, Michel Camux, Préfet de Région du Centre et du Loiret remettra au Conseil Régional du Centre, salle de l'Hémicycle, les 2^{èmes} Trophées « Chimie Responsable » 2012 à l'initiative des UIC Centre et Ile-de-France en présence de Marie-Madeleine Mialot, Vice-présidente du Conseil Régional du Centre.

Contacts :

uic.centre@wanadoo.fr et
c.gosselin@uic-idf.fr

Les spécificités de la CCNIC : formation à Paris

Le Département Social et Relations Humaines de l'UIC Ile-de-France animera un séminaire sur les spécificités de la Convention Collective Nationale des Industries Chimiques dans ses locaux, au 14 rue de la République (le Diamant A) 92800 Puteaux, le 25 octobre prochain (Coût 400 € HT pour les adhérents, 480 € pour les non adhérents à l'UIC Ile-de-France)

Inscription : Laurence Chevrel
info@reso-industries.fr

Accidents majeurs : Seveso 3

A compter du 1^{er} juin 2015, une nouvelle directive Seveso entrera en vigueur et remplacera l'actuelle directive 96/82/CE dite « Seveso 2 » relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, qui concerne à ce jour près de 10 000 établissements dans l'Union Européenne, dont 1 200 en France.

Pour faire un point sur les évolutions du champ d'application et sur les obligations des entreprises qui découleront de cette nouvelle

directive dite « Seveso 3 », le Département SSE invite tous les industriels à participer au prochain Club Seveso organisé jeudi 29 novembre prochain où interviendra Maud Casier, Chargée de mission négociations directive SEVESO au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Inscription :

www.uic-idf.fr/agenda

Contact : q.briantais@uic-idf.fr

Bourse de l'Emploi

Nous vous rappelons que le Département Social et Relations Humaines de l'UIC Ile-de-France met à la disposition des entreprises adhérentes une bourse de l'emploi et une bourse des stages leur permettant de déposer en ligne des offres d'emplois et de consulter des candidatures relatives aux métiers de la chimie et des ressources humaines.

Connectez-vous sur :

www.uic-idf.fr/emploi

Contact : t.lecoeur@uic-idf.fr

Prix Pierre Potier : Lauréats 2012

La cérémonie de remise des Prix Pierre Potier s'est déroulée le 12 septembre dernier au Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie en présence d'Arnaud Montebourg, Ministre du Développement Productif.

Les trophées ont été décernés :

- **Arkema** – Altuglas® ShieldUp (un verre acrylique et ultra-résistant en remplacement du verre)
- **Sanofi** – Les biotechnologies et la chimie de synthèse
- **Fermentalg** – Culture des microalgues en mixotrophie à dominante hétérotrophe

Informations :

www.uic.fr

Contactez Lauriane Abriat
Adjointe au Délégué général
01 49 52 94 31
lauriane.abriat@hcfdc.org